



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 36 – 4 novembre 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- La start-up *BritishVolt* évite provisoirement la faillite

### Climat & Energie

- L'administration simule une rupture d'approvisionnement électrique pour éprouver son plan de gestion de crise
- Le Royaume-Uni serait en mesure de diminuer de 40 % ses émissions de méthane d'ici 2030
- La Chambre des Communes critique la qualité du rapportage des émissions de gaz à effet de serre

### Environnement

- Le directeur de l'*Environment Agency* lance un plaidoyer pour une meilleure régulation environnementale
- La Chambre des Communes appelle le gouvernement à préciser comment sa politique commerciale tient compte des objectifs environnementaux

### Industrie

- La *Confederation of British Industry* (CBI) publie son rapport trimestriel sur les PME dans le secteur manufacturier

### Transports

- Selon des données révisées de l'*Office for National Statistics* (ONS), le secteur des transports n'aurait toujours pas retrouvé son niveau d'activité pré-pandémique
- Le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 (*High Speed 2*) pourrait de nouveau être revu à la baisse

## Fait marquant

### La start-up *BritishVolt* évite provisoirement la faillite

Fondée en 2019 avec l'objectif d'implanter une *gigafactory* près de Blythe (Nortumberland), la start-up a depuis rencontré des difficultés de financements qui ont retardé la mise en oeuvre de son projet, dont le coût initial est estimé à 3,8 Md£. Lors de ses différentes levées de fonds, l'entreprise n'aurait récolté que 200 M£ au total. Le gouvernement s'était engagé l'année dernière à accorder une subvention – estimée par la presse britannique à 100 M£ – à l'entreprise sous réserve qu'elle obtienne des financements suffisants auprès des investisseurs privés, mais *BritishVolt* n'aurait toujours pas reçu cette aide faute d'un plan de financements jugé adéquat. Il y a quelques jours, *BritishVolt* a exhorté le gouvernement à décaisser au moins 30 M£ afin de lui éviter de faire faillite. Après un refus du ministère des Entreprises (BEIS), *BritishVolt* a finalement obtenu un financement de son principal investisseur, le groupe minier *Glencore*, lui permettant de maintenir son activité pour au moins cinq semaines. Les 300 employés de l'entreprise ont par ailleurs accepté une réduction de leurs salaires. Le PDG de *BritishVolt*, Peter Holton, a renouvelé la demande d'une aide publique de 30 M£ soulignant qu'une société de capital-investissement était prête à investir un montant équivalent. Selon lui, les 60 M£ permettrait à l'entreprise de tenir jusqu'à janvier 2023, date à laquelle elle pourrait faire appel aux marchés pour se financer. Pour mémoire, le déploiement rapide de *gigafactories* au R-U fait partie des priorités du gouvernement, compte tenu des échéances rapprochées en matière d'interdiction de vente de véhicules neufs thermiques et hybrides. Selon les estimations du *Faraday Institution*, le R-U aurait besoin de cinq *gigafactories* d'ici 2025 et 10 d'ici 2040 pour répondre à ses besoins en matière de véhicules électriques.

## Le chiffre de la semaine

74 %

C'est le taux de fréquentation passagers dans le métro londonien par rapport à son niveau pré-pandémique. Ce taux est de 82 % pour les bus londoniens. La fréquentation de ces deux types de transport dépasse généralement 90 % les weekends reflétant une évolution des usages avec une réduction des trajets pendulaires mais une bonne résistance des trajets de loisir.



## Le graphique de la semaine

### UK Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global.

Data were collected 12-26 October 2022.

L'indice PMI (*Purchasing Managers Index*) de l'industrie manufacturière britannique s'élève à 46,2 en octobre (48,4 en septembre). Pour mémoire un chiffre inférieur à 50 indique un recul de l'activité. Selon les entreprises interrogées, cette évolution s'explique en partie par les effets de l'inflation et la baisse de confiance des entreprises et ménages, qui affectent négativement la demande (les nouvelles commandes ont atteint leur plus bas niveau depuis mai 2020). Cette situation devrait se poursuivre, voire s'aggraver en 2023, en raison notamment de la réduction du soutien public aux acteurs économiques pour faire face à la hausse des prix de l'énergie, d'une plus faible demande pour les biens industriels et d'un niveau de chômage en hausse.

## Climat & Energie

**Flash** – Le Premier ministre, Rishi Sunak, participera finalement à la COP 27 alors qu'il avait initialement annoncé qu'il ne s'y rendrait pas afin de se concentrer sur les arbitrages budgétaires. De son côté, même s'il n'ira pas en Egypte, le Roi Charles III organise une grande réception le 4 novembre pour marquer la fin de la Présidence britannique de la COP 26 et l'ouverture de la COP 27.

**Flash** – *Octopus Energy* rachète *Bulb*, le septième fournisseur d'énergie du Royaume-Uni (1,5 million de clients). La nationalisation temporaire de *Bulb* l'hiver dernier afin d'assurer l'approvisionnement en énergie de ses clients, qui ne pouvaient pas être repris par d'autres fournisseurs, aura coûté plus de 4 Md£ au contribuable britannique. Les détails de la transaction n'ont pas été révélés mais l'Etat touchera une partie des bénéfices générés au cours des 4 prochaines années et aidera l'entreprise à s'approvisionner en énergie sur les marchés de gros, alors que celle-ci n'a pas pu se couvrir à l'avance du fait des contraintes imposées par le Trésor britannique.

**Flash** – Plus de 320 000 ménages se sont inscrits pour participer au programme d'économies d'énergie du gestionnaire du réseau électrique, *National Grid*. Ce programme, basé sur le volontariat et réservé aux ménages dotés de compteurs communicants, offrira une compensation de 3£ par kWh en cas de report de l'utilisation de certains appareils électroménagers en fin de soirée. Les ménages concernés pourraient ainsi économiser jusqu'à 100 £ au cours de l'hiver.

## L'administration simule une rupture d'approvisionnement électrique pour éprouver son plan de gestion de crise

Selon le [Guardian](#), cet exercice, baptisé « *Programme Yarrow* », simule des défaillances techniques majeures imprévues pouvant entraîner des ruptures d'approvisionnement en électricité sur tout le territoire britannique d'une durée maximale de 7 jours. Dans ces conditions, seulement 60 % des besoins en électricité pourraient être satisfaits entre le 2<sup>ème</sup> et le 7<sup>ème</sup> jour grâce à un plan de rationnement de la demande des ménages et des entreprises, le gouvernement priorisant l'approvisionnement en eau et en nourriture, ainsi que le logement des enfants, des personnes âgées et de toutes les personnes nécessitant une aide. Même si la crise simulée serait bien plus grave que le scénario anticipé par *National Grid* pour cet hiver, la guerre en Ukraine et ses conséquences, comme la destruction partielle du pipeline NordStream 2, souligne la vulnérabilité des infrastructures énergétiques du pays.

## Le Royaume-Uni serait en mesure de diminuer de 40 % ses émissions de méthane d'ici 2030

Dans un [rapport](#) publié cette semaine, l'ONG *Green Alliance* dresse une liste d'actions peu coûteuses dont la mise en œuvre permettrait de réduire de 43 % les émissions de méthane d'ici 2030 par rapport à 2020, alors que le Royaume-Uni s'est engagé lors de la COP 26, aux côtés de 104 autres Etats, à réduire ses émissions de 30 % d'ici 2030. *Green Alliance* recommande notamment d'avancer à 2025 l'interdiction de mise en décharge des déchets organiques et d'accroître les objectifs de méthanisation, d'éliminer les fuites de méthane dans la production de gaz naturel en mer du Nord, de modifier l'alimentation du bétail ou de promouvoir des régimes alimentaires moins carnivores. Pour mémoire, même s'il a une durée de vie dans l'atmosphère plus faible (10 ans contre 100 ans pour le CO<sub>2</sub>), le méthane a un pouvoir de réchauffement climatique 80 fois plus important que le dioxyde de carbone.

## La Chambre des Communes critique la qualité du rapportage des émissions de gaz à effet de serre

Dans un [rapport](#) publié à quelques jours de l'ouverture de la COP 27, la Commission des comptes publics de la Chambre des Communes (*the House of Commons public accounts committee*) juge la qualité du rapportage des émissions de gaz à effet de serre insuffisante pour permettre aux Parlementaires et aux citoyens d'estimer convenablement la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs de décarbonation qu'il s'est fixé. Ils relèvent notamment que la responsabilité du rapportage des émissions est partagée entre 3 départements ministériels – BEIS, HMT et DEFRA – et que ces derniers ne coordonnent pas leurs méthodologies, si bien que certains services interrogés ont développé leurs propres méthodes. Ils appellent à faire du BEIS le seul département responsable de rapportage et à unifier les méthodologies. Ils considèrent par ailleurs que les différents départements ministériels ne tiennent pas suffisamment compte de ces données dans l'élaboration des politiques publiques dont ils ont la charge. Le think tank gouvernemental *Energy Systems Catapult* avait lui aussi critiqué dans [un rapport récent](#) les incohérences des méthodologies de rapportage des émissions de l'industrie et formulé des propositions inspirées de pratiques observées au Pays de Galles.

## Environnement

**Flash** – La ministre de l'environnement, Thérèse Coffey, a annoncé que le gouvernement n'était pas en mesure de publier de nouveaux objectifs environnementaux avant la date butoir du 31 octobre prévue par l'*Environment Act*. Elle n'a pas précisé à quelle date ils seraient publiés.

**Flash** – *National Trust* prévoit de planter d'aménager un réseau de prairies fleuries de plus de 1 200 hectares sur plus de 70 km dans le Nord Devon (sud-ouest de l'Angleterre) afin de restaurer les paysages et préserver la biodiversité dans cette région.

## Le directeur de l'*Environment Agency* lance un plaidoyer pour une meilleure régulation environnementale

A l'occasion de la présentation du [rapport annuel de l'\*Environment Agency\*](#), son directeur, Sir James Bevan, a défendu dans un [discours](#) le besoin et l'efficacité de la régulation environnementale, en soulignant l'amélioration de la qualité de l'air, de l'eau, du traitement ou la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Il a également appelé le gouvernement à saisir l'opportunité du Brexit pour la rendre plus efficace, en faisant le tri entre les normes non nécessaires et celles qu'il convient de garder ou d'améliorer. Selon lui, la régulation environnementale doit notamment se focaliser sur les résultats qu'elle cherche à obtenir, privilégier des normes moins nombreuses mais mieux conçues, et s'appuyer sur des régulateurs puissants.

## La Chambre des Communes appelle le gouvernement à préciser comment sa politique commerciale tient compte des objectifs environnementaux

Dans une [lettre](#) adressée à la Ministre du commerce international, Kemi Badenoch, la Commission du commerce international de la Chambre des communes s'inquiète des fuites de carbone et juge qu'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pourrait être utile dans l'attente d'un accord international sur le prix du carbone. Par ailleurs, la Commission s'alarme des risques d'un affaiblissement des normes britanniques sur l'utilisation des pesticides et d'une dégradation de la compétitivité des producteurs britanniques alors que le gouvernement a engagé des négociations commerciales avec des Etats moins disant. Enfin, elle souligne les incohérences du système d'affichage environnemental des produits et demande par conséquent au gouvernement de développer un système plus clair et d'étudier l'opportunité de rejoindre l'accord international sur le climat, le commerce et la soutenabilité (ACCTS) lancé par la Norvège, la Nouvelle Zélande, le Costa Rica, les Fidji et l'Islande.

## Industrie

**Flash** – Soulignant le rôle clé du secteur [manufacturier](#) dans la croissance britannique, la *Confederation of British Industry* (CBI) exhorte le ministre des entreprises à revoir le système d'imposition des entreprises – qui selon elle pénalise l'investissement – et à prolonger au-delà de 2025 l'*Industrial Energy Transformation Fund* destiné à financer les projets d'efficacité énergétique et de décarbonation des entreprises.

**Flash** – Le PDG de [Rolls-Royce](#) a déclaré que son groupe était « bien positionné pour affronter le rythme incertain de la reprise de l'industrie aéronautique et la volatilité du marché ». Selon lui, ces prévisions optimistes s'expliquent en partie par le respect des échéances de remboursement de la dette et par une demande robuste tant sur les segment civil que militaire.

## La *Confederation of British Industry* (CBI) publie son rapport trimestriel sur les PME dans le secteur manufacturier

La confiance des [PME](#) interrogées chute de 42 % entre août et octobre, soit la plus forte baisse depuis avril 2020. A titre de comparaison, la confiance des entreprises avait reculé de 22 % en juillet. Si la hausse des prix domestiques a été moins forte sur ces trois derniers mois (+ 44 %) que lors de la période précédente (+ 52 %), la pression inflationniste reste élevée et la production a reculé de 4 %. Le volume de commandes diminue également, à - 22 %, soit la première baisse depuis avril 2021. La majorité des PME interrogées estiment qu'un recul des commandes et/ou ventes constituera le principal facteur limitant leur niveau d'activité dans les mois à venir. La difficulté à recruter une main-d'œuvre qualifiée continue également d'être citée comme un frein à la hausse de la production par 40 % des entreprises interrogées.

## Transports

**Flash** – Les perturbations dans le secteur [ferroviaire](#) britannique pourraient se poursuivre tout au long du mois de novembre : l'*Aslef*, syndicat représentant les conducteurs de trains, consulte ses membres sur de possibles actions de grève lors de la deuxième quinzaine de novembre.

### Selon des données révisées de l'*Office for National Statistics* (ONS), le secteur des transports n'aurait toujours pas retrouvé son niveau d'activité pré-pandémique

Selon l'[ONS](#), le niveau d'activité dans les secteurs dits « à fort contact » comme les transports est toujours inférieur à celui observé au dernier trimestre 2019. L'ONS estimait précédemment que ces secteurs avaient retrouvé leur niveau d'activité pré-Covid dès le deuxième trimestre 2022, qui a été marqué au R-U par la fin des restrictions sanitaires nationales et des déplacements internationaux. Il conclut cependant que la valeur ajoutée brute des secteurs ferroviaire et aérien était négative au deuxième trimestre 2022 (selon les données révisées), ce qui n'a pas permis de compenser la reprise post-pandémique du trafic passagers. Les dépenses des ménages en matière de transport auraient par ailleurs chuté de 64 % lors du premier semestre 2020 (- 59 % estimés précédemment) et n'auraient toujours pas retrouvé leur niveau de 2019.

### Le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 (*High Speed 2*) pourrait de nouveau être revu à la baisse

C'est ce qu'ont déclaré Michael Gove et Mark Harper, respectivement ministres du *Levelling up* et des Transports, évoquant les mesures d'économies envisagées par le gouvernement en amont de la présentation de son budget le 17 novembre. Interrogé mercredi par la commission parlementaire des [Transports](#), Mark Harper a réaffirmé l'engagement du gouvernement à réaliser ce projet dans les coûts et délais impartis mais d'une « manière plus efficace ». Le coût de cette ligne ne devait pas dépasser 71 Md£. Il s'agit cependant de prix de 2019 qui ne prennent pas en compte l'inflation et la forte hausse des prix des matériaux de construction. Plusieurs segments d'HS2 ont déjà été supprimés notamment entre Birmingham et Leeds ainsi qu'entre Knutsford et Wigan pour des économies estimées à 30 Md£ et 3 Md£ respectivement. Selon la presse britannique, des hauts fonctionnaires auraient alerté sur ces propositions, considérant que le report de la construction d'infrastructures pèserait à terme négativement sur la croissance.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**Responsable de la publication :** Service Economique Régional de Londres  
**Rédacteurs :** Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : [ind@trésordgtresor.gouv.fr](mailto:ind@trésordgtresor.gouv.fr)